

The Canadian Historical Association joined dozens of national organizations from cultural groups to business lobbies in protesting the Conservative government's sudden and unpopular decision to cancel the mandatory long form census. CHA President Mary Lynn Stewart wrote Minister Tony Clement commenting on the lack of consultation and pointing out that the census is a critical tool for historians. She outlined our main concerns as historians: the abandonment of a random sample and so skewing of census data, especially with regard to the under-representation of women, immigrants, indigenous people, and those with low incomes, and the lack of comparability with other censuses.

At one point Minister Clement argued that the policy was changed because of complaints from the public but the Privacy Commissioner revealed that in 20 years her office has not received more than 50 complaints, so in more recent statements he simply says it is a matter of principle. The decision so undermined the work at Statistics Canada that the head of the agency, Canada's Chief Statistician Munir Sheikh, resigned and his long-serving predecessor, Ivan Fellegi, as well as former Bank of Canada Governor David Dodge and two former heads of the privy council, have harshly criticised the change.

The government is proceeding with its plan despite a private member's bill introduced by Liberal MP Carolyn Bennett which would reinstate the census. It is unlikely that the bill will get through the House of Commons and Senate in time to affect the 2011 census.

John Lutz, Chair of the Advocacy Committee



La Société historique du Canada s'est jointe à des douzaines d'organisations nationales, de groupes culturels aux groupes de pression de gens d'affaires, pour s'opposer à la soudaine et impopulaire décision prise par le gouvernement conservateur d'éliminer le formulaire de recensement obligatoire détaillé dans le cadre de notre recensement national. La présidente de la SHC, Mary Lynn Stewart, a noté l'absence de consultation dans cette décision et a indiqué que le recensement est un outil crucial pour les historiens dans une lettre adressée au Ministre Tony Clement. Elle a énuméré les principales inquiétudes des historiens : l'abandon d'échantillons aléatoires qui fausse les données du recensement, particulièrement en ce qui concerne la sous-représentation des femmes, immigrants, la population indigène et ceux à faible revenu ainsi que l'incapacité de comparer avec d'autres recensements.

À un certain moment, le ministre Clement argumentait que la politique du gouvernement avait été changée suite aux plaintes portées par le public mais la Commissaire à la vie privée a révélé que son commissariat avait reçu moins de 50 plaintes en 20 ans, Il disait ainsi dans ses plus récentes déclarations qu'il s'agissait plutôt d'une question de principe. Sa décision a tellement miné le travail de Statistique Canada que le directeur de l'agence, Munir Sheikh, s'est démis de ses fonctions. Son prédécesseur, Ivan Fellegi, ainsi que l'ancien gouverneur général de la Banque du Canada, David Dodge et deux autres anciens directeurs au Conseil privé, ont sévèrement critiqué le changement.

Le gouvernement poursuit sa démarche en ce sens, malgré le projet de loi émanant du député libéral, Carolyn Bennett, qui rétablirait le recensement. Il est fort peu probable que le projet de loi soit adopté par la Chambre des communes et le Sénat pour influencer le recensement 2011.

*John Lutz, Président du comité
des interventions publiques*



*Population distribution of Canadians (Statistics Canada 2006)
Distribution de la population canadienne
(Statistique Canada 2006)*